



Commission d'accès aux et de
réutilisation des documents
administratifs

Section publicité de l'administration

RAPPORT ANNUEL 2012

1. Aperçu du fonctionnement

L'année 2012 était la quatrième et dernière année de travail complète du mandat en cours des membres de la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs, section publicité de l'administration. Les membres ont été nommés par arrêté royal du 21 janvier 2009 et ont prêté serment le 16 février 2009. La durée de leur mandat est de quatre ans, à compter du 1^{er} février 2009.

Durant l'année 2012, la Commission s'est à nouveau réunie au moins une fois par mois. Par arrêté royal du 5 décembre 2011 (MB du 13 janvier 2012), Mme Frédérique Malherbe, directrice du Service public fédéral Finances, a été nommée membre effective en remplacement de Mme Arlette Henrotte dont elle achève le mandat. Elle a prêté serment dans les mains de Mme Joelle Milquet, Ministre de l'Intérieur, le 29 mai 2012. Par arrêté royal du 15 août 2012, M. Brecht Vandenberghe, attaché auprès du Service Contentieux et Avis juridiques du Service public fédéral Justice, a été nommé membre effectif en remplacement de Mme Sophie Vandepontseele dont il achève le mandat. Mme Sophie Vandepontseele, attachée auprès du Service public fédéral Sécurité sociale, a été nommée membre suppléante en remplacement de M. François Angenot dont elle achève le mandat.

2. Les décisions et avis

2.1 Nombre de demandes d'avis et avis donnés

En 2012, la Commission a reçu 108 demandes d'avis. Elle a émis 108 avis. L'une des demandes a été retirée et n'a pas donné lieu à un avis. Dans un avis qu'elle a émis de sa propre initiative (avis 2012-42), la Commission a soumis à une évaluation critique une proposition¹ d'amendement de la loi du 11 avril 1994 en matière de publicité de l'administration et en a informé la commission compétente de la Chambre.

¹ Doc. Parl. Chambre, 2011-2012, Doc. 53 2096/001

2.2 Aperçu des avis émis en 2012

Numéro de l'avis	Parties	Objet	Résultat
Avis n° 2012-1 (NL)	COMITÉ D'AUDIT – questions relatives à la publicité des rapports d'audit	la publicité des rapports d'audit	Recevable
Avis n° 2012-2 (NL)	X/Corps interfédéral de l'Inspection des finances	Documents en possession du Corps interfédéral de l'Inspection des finances	Recevable – non fondé
Avis n° 2012-3	X/SPF Économie	Deux documents en possession du SPF Économie	Recevable - fondé
Avis n° 2012-4 (NL)	TEST- ACHAT/AFSCA	Résultats d'inspection par l'AFSCA	Recevable – non fondé
Avis n° 2012-5 (NL)	GREENPEACE/S PF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie	Documents contenant des informations pour la rédaction du bilan pétrolier	Recevable - fondé
Avis n° 2012-6 (NL)	GOZIN/ONEM	Document dans le dossier du demandeur auprès de l'ONEM	Recevable - fondé
Avis n° 2012-7 (NL)	X/SPF Finances	Documents dans le dossier fiscal d'une SA	Recevable - fondé
Avis n° 2012-8 (NL)	Comité d'audit – demande de publicité de documents préparatoires	Documents préparatoires d'un comité d'audit	Recevable
Avis n° 2012-9 (NL)	X/SPF Finances	Documents dans un dossier d'avancement	Recevable - fondé
Avis n° 2012-10	X/SPF Finances	Documents dans	Recevable - fondé

(NL)		un dossier d'avancement	
Avis n° 2012-11 (NL)	X/SPF Finances	Documents dans un dossier d'avancement	Recevable - fondé
Avis n° 2012-12 (NL)	EPSI/ SPF Économie	Avis négatif de la Commission consultative pour la non-prolifération des armes nucléaires	Recevable - fondé
Avis n° 2012-13	a.s.b.l. "OXY15 Mon quartier Ma vie"/Commune d'Uccle	Autorisation de se parquer sur la voie publique	Recevable - fondé
Avis n° 2012-14 (NL)	X/SPF Finances	Une affaire confiée à un avocat	Recevable - fondé
Avis n° 2012-15	X/SPF Justice	Accès aux circulaires relatives à la loi Salduz	Recevable - fondé
Avis n° 2012-16	X/SPF Justice	Correspondance entre la CEDH et la représentation permanente de la Belgique au Conseil de l'Europe	Non recevable
Avis n° 2012-17	X/SPF Justice (2)	Correspondance entre la CEDH et la représentation permanente de la Belgique au Conseil de l'Europe	Non recevable
Avis n° 2012-18	X/SPF Justice	Letters of Rights en anglais et en espagnol	Non recevable
Avis n° 2012-19 (NL)	N.V. Denaeyer Papier/ SPF Finances	dossier fiscal complet	Non recevable
Avis n° 2012-20 (NL)	X/ SPF Finances	une demande d'informations et les réponses	Recevable - fondé

		adressées à une société	
Avis n° 2012-21 (NL)	WEYTS/CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE	Le code déontologique du gouvernement fédéral	Non recevable
Avis n° 2012-22	X/SPF Justice	Tout document relatif à la direction du service de politique criminelle ou à l'exercice d'activité de chargé de mission au sein de ce service	Recevable - fondé
Avis n° 2012-23	X/SAINT-GILLES	Rapport établi suite à la visite effectuée par l'architecte de la commune	Recevable - fondé
Avis n° 2012-24 (NL)	WEYTS/CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE (2)	Le code déontologique du gouvernement fédéral	Recevable - fondé
Avis n° 2012-25 (NL)	X/SELOR	Dossier d'avancement en possession du SELOR	Recevable - fondé
Avis n° 2012-26 (NL)	X/SPF Justice	Rapports relatifs au contrôle de la sécurité des prisons belges et du profil de sécurité général	Recevable - fondé
Avis n° 2012-27 (NL)	X/SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement	Rapports de médiation d'un hôpital	Recevable - fondé
Avis n° 2012-28	ATAR/Sûreté de l'Etat	Dossier auprès de la Sûreté de l'État	Recevable - fondé

Avis n° 2012-29	X/SPF Finances	Dossier personnel	Partiellement recevable - fondé
Avis n° 2012-30	X/SNCB Holding	Dossier personnel et organigramme de la structure de la section Human Resources de la SNCB	Recevable – sans objet
Avis n° 2012-31 (NL)	X/Police fédérale	Rapports d'audit interne de la Police fédérale	Recevable - fondé
Avis n° 2012-32 (NL)	X/ORDRE DES ARCHITECTES	Procès-verbaux d'un Conseil provincial de l'Ordre des architectes	Recevable - fondé
Avis n° 2012-33 (NL)	X/ORDRE DES ARCHITECTES	Le bilan et les rapports annuels de l'Ordre des architectes	Recevable - fondé
Avis n° 2012-34	X/SNCB Holding (2)	Dossier personnel médical et administratif auprès de la SNCB Holding	Non recevable
Avis n° 2012-35 (NL)	X/AFMPS	Documents relatifs aux implants de la société PIP	Partiellement recevable –fondé
Avis n° 2012-36 (NL)	X/ORDRE DES ARCHITECTES (2)	Procès-verbaux d'un Conseil provincial de l'Ordre des architectes	Non recevable
Avis n° 2012-37 (NL)	X/Ville d'Anvers	Sanctions administratives communales imposées par la ville d'Anvers	Non recevable
Avis n° 2012-38	SA GARLON/SPF Finances	Dossier fiscal	Recevable - fondé
Avis n° 2012-39	LA LIGUE DES DROITS DE	Avis du Commissariat	Recevable - fondé

	L'HOMME/ Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration à l'Intégration sociale et la Lutte contre la pauvreté	général aux réfugiés et aux apatrides sur la liste de pays d'origine sûrs	
Avis n° 2012-40 (NL)	N.V. HOCHE/SPF Finances	Documents dans un dossier fiscal d'un tiers	Recevable – partiellement fondé
Avis n° 2012-41 (NL)	X/INFRABEL	Mesure des vibrations réalisées sur l'ordre d'Infrabel	Non recevable
Avis n° 2012-42 (NL)	Avis relatif à la proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 en matière de publicité de l'administration (Doc. Chambre des représentants, DOC 53 2096/001)	Ne s'applique pas / pas d'application	Ne s'applique pas
Avis n° 2012-43 (NL)	X/Ordre des architectes	Documents de l'Ordre des architectes	Non recevable
Avis n° 2012-44 (NL)	FLANDERS MEAT GROUP ZELE/AFSCA	Documents relatifs à des événements dans un abattoir	Recevable - fondé
Avis n° 2012-45 (NL)	X/WORTEGEM- PETEGEM	Documents relatifs à des blocs d'habitations repris dans le registre communal des inoccupations	Non recevable
Avis n° 2012-46 (NL)	GARAGE X/Autokeuringsta tion Zwijnaarde	Des tests et un équilibre d'une automobile	Non recevable
Avis n° 2012-47	SA SERVICES &	Rapport	Recevable - fondé

	ASSETS MANAGEMENT/ SPF Finances	d'évaluation transmis à la ville de La Louvière et le détail des calculs relatifs à l'expropriation de la parcelle B d'une usine	
Avis n° 2012-48 (NL)	X/AFMPS (2)	Les PSUR introduits à l'AFMPS en 2011	Partiellement recevable - fondé
Avis n° 2012-49	Société momentanée SA Conduites & Entreprises - SA Denys/Infrabel	Documents relatifs à un marché public	Recevable - fondé
Avis n° 2012-50 (NL)	X/SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement	Rapports de médiation d'un hôpital	Recevable - fondé
Avis n° 2012-51 (NL)	X/WORTEGEM- PETEGEM (2)	Accès aux compteurs des équipements d'utilité publique	Non recevable
Avis n° 2012-52 (NL)	X/SPF CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE	Notifications du Conseil des ministres	Recevable - fondé
Avis n° 2012-53	X/Zone de police Bruxelles Capitale Ixelles	Rapports de la police concernant une manifestation	Non recevable
Avis n° 2012-54 (NL)	X/SPF Justice	Arrêtés de délégation du Ministre de la Justice	Partiellement recevable - fondé
Avis n° 2012-55 (NL)	X/COMMISSION DES JEUX DE HASARD	Documents relatifs aux jeux de hasard	Recevable – partiellement fondé
Avis n° 2012-56 (NL)	X/Ministère de la Défense	Documents relatifs à l'achat prévu d'hélicop- tères NH90	Recevable - fondé

Avis n° 2012-57 (NL)	X/AFMPS (3)	Documents relatifs à la violation de l'article 10 de la loi du 25 mars 1964	Partiellement recevable – fondé
Avis n° 2012-58 (NL)	X/AFMPS (4)	Documents relatifs aux publicités pour des médicaments	Recevable - fondé
Avis n° 2012-59 (NL)	X/SPF Finances	Documents relatifs aux règles internes appliquées par le SPF Finances en matière de remboursement des particuliers	Non recevable
Avis n° 2012-60 (NL)	NV ADVANCED TECHNOLOGY COMPANY/SPF Finances	Documents du dossier pénal repris dans le dossier fiscal	Recevable - fondé
Avis n° 2012-61 (NL)	X/WORTEGEM-PETEGEM (3)	Documents mentionnant le relevé des compteurs d'eau et d'électricité	Non recevable
Avis n° 2012-62 (NL)	TEST_ACHAT SCRL/AFSCA	La check-list des inspections réalisées sur un an auprès des vendeurs de pittas inscrits sur FOODWEB	Partiellement recevable –fondé
Avis n° 2012-63 (NL)	VRT/MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	Documents relatifs à l'opération "Unified Protector" en Libye	Recevable - fondé
Avis n° 2012-64	CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE	Questions relatives à l'application de la loi du 11 avril	Recevable

	LE RACISME – Questions sur l'application de la loi du 11 avril 1994 sur le Centre	1994 sur le Centre	
Avis n° 2012-65	X/SPF Economie	Licences d'exportation d'armes délivrées par le SPF Économie	Recevable - fondé
Avis n° 2012-66 (NL)	X/SPF Finances (2)	Documents relatifs à un examen de promotion	Recevable - fondé
Avis n° 2012-67	CLINIQUES SAINT-LUC asbl/SPF Justice	Avis du Conseil d'État sur des projets d'arrêté royal	Recevable - fondé
Avis n° 2012-68 (NL)	X/SPF ETCS	Documents concernant l'arrêté royal relatif à la prolongation du congé parental	Recevable - fondé
Avis n° 2012-69 (NL)	X/SPF Finances (2)	Documents relatifs à un procès	Recevable – partiellement fondé
Avis n° 2012-70 (NL)	MILIEUFRONT OMER WATTEZ V.Z.W./Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité	Documents relatifs aux vols	Non recevable
Avis n° 2012-71 (NL)	n.v. DION- VANDEWIELE/ SPF SANTÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE ET	Documents que l'entreprise a remis précédemment aux pouvoirs publics	Recevable - fondé

	ENVIRONNEMENT		
Avis n° 2012-72 (NL)	X/ONEM	Estimations budgétaires	Recevable - fondé
Avis n° 2012-73 (NL)	GREENPEACE/S PF Intérieur	Plans catastrophe, plans d'urgence, avis en la matière et documents administratifs qui fournissent davantage d'informations sur le Fonds nucléaire	Non recevable
Avis n° 2012-74 (NL)	X/SPF Finances	Correspondance dans le cadre d'un litige fiscal	Recevable - fondé
Avis n° 2012-75	Société momentanée SA Conduites & Entreprises - SA Denys/Infrabel (2)	Cahier des charges	Non recevable
Avis n° 2012-76 (NL)	X/SPF ETCS	Documents dans un dossier de réclamations	Recevable - fondé
Avis n° 2012-77 (NL)	X/Ordre des vétérinaires	Documents relatifs à une décision de l'Ordre des vétérinaires	Recevable - fondé
Avis n° 2012-78 (NL)	X/SPF Finances	Documents dans un dossier de succession	Recevable - fondé
Avis n° 2012-79 (NL)	X/SPF Économie	Un procès-verbal d'avertissement	Recevable - fondé
Avis n° 2012-80 (NL)	X/SPF Finances	Documents relatifs à une a.s.b.l. en possession de l'administration fiscale	Recevable - fondé
Avis n° 2012-81	X/CHANCELLER	Circulaire réglant	Recevable - fondé

(NL)	IE DU PREMIER MINISTRE (2)	le fonctionnement du Conseil des ministres	
Avis n° 2012-82 (NL)	X/SPF Emploi, travail et concertation sociale	Les recettes et les dépenses d'un certain nombre d'associations professionnelles	Recevable - fondé
Avis n° 2012-83 (NL)	GREENPEACE/S PF Finances	Documents relatifs à la douane et à l'importation de bois tropical	Partiellement recevable – partiellement fondé
Avis n° 2012-84	COMMUNE D'AUDERGHEM /SPF Emploi, Travail et Concertation sociale	Documents relatifs à la prévention et au bien-être	Non recevable
Avis n° 2012-85	X/SNCB Holding (3)	Dossier médical	Recevable - fondé
Avis n° 2012-86 (NL)	X/RÉGIE DES BÂTIMENTS	Documents relatifs à la construction d'une prison à Beveren	Partiellement recevable - fondé
Avis n° 2012-87 (NL)	X/Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs, section publicité de l'administration	Des tests et un équilibrage d'une automobile	Non recevable
Avis n° 2012-88 (NL)	X/SPF Justice	Documents relatifs à la construction d'une prison à Beveren	Partiellement recevable - fondé
Avis n° 2012-89 (NL)	X/SPF ECTS (2)	Documents repris dans un dossier contenant une	Recevable – partiellement fondé

		réclamation	
Avis n° 2012-90	X/SNCB HOLDING (4)	Dossier médical	Recevable - fondé
Avis n° 2012-91 (NL)	N.V. DEVELOPMENT /SPF Finances	Dossier administratif relatif à un remboursement et sa retenue afin de régulariser le montant de l'imposition précédemment établie	Non recevable
Avis n° 2012-92 (NL)	X/Institut des réviseurs d'entreprises	Procès-verbaux du comité exécutif de l'Institut des réviseurs d'entreprises	Recevable - fondé
Avis n° 2012-93 (NL)	BVBA DENTAL LABO X-Y/SPF Finances	Un dossier fiscal	Recevable - fondé
Avis n° 2012-94 (NL)	X/ZONE DE POLICE LOCALE MINOS	Dossier de traitement des plaintes	Non recevable
Avis n° 2012-95 (NL)	X/SPF Justice	Une lettre de l'ex-épouse	Recevable - fondé
Avis n° 2012-96 (NL)	X/SPF ÉCONOMIE (2)	Dossiers constitués à la suite de réclamations	Recevable - fondé
Avis n° 2012-97 (NL)	X/INSPECTION DES FINANCES	Documents déposés à et rédigés par l'Inspection des Finances	Recevable - fondé
Avis n° 2012-98 (NL)	X/ RÉGIE DES BÂTIMENTS (2)	Documents en possession de la Régie des Bâtiments après une demande de reconsidération	Non recevable
Avis n° 2012-99	COMMUNE D'AUDERGHEM	Documents considérés	Non recevable

	/SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (2)	comme internes	
CADA/2012/100	WITTEMANS-VAN DEN BERGH/SPF Finances (2)	Documents en possession du SPF Finances	Non recevable
CADA /2012/101	X/SPF ETCS (3)	Un dossier déposé à la suite d'une réclamation	Recevable – partiellement fondé
CADA /2012/102 (NL)	X/SPF Justice	Une note de l'ancien ministre de la Justice en vue de rechercher une "infrastructure carcérale plus humaine"/ maison d'arrêt	Recevable – partiellement fondé
CADA /2012/103	X/SELOR	Un dossier d'examen	Recevable – fondé
CADA /2012/104	X/Conseil supérieur de la Justice	Un arrêté de nomination du Conseil supérieur de la Justice	Non recevable
CADA /2012/105	X/INSPECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE FÉDÉRALE ET LOCALE	Dossier contenant une plainte traitée par l'Inspection générale de la police fédérale et locale	Recevable – fondé
CADA /2012/106	CORPS INTERFÉDÉRAL DE L'INSPECTION DES FINANCES	Documents en possession de l'Inspection des finances	Recevable
CADA/2012/107	VILLE DE WAVRE/Question sur l'application de la législation sur la publicité de l'administration	L'applicabilité de la législation en matière de publicité sur les rapports d'intervention du	Recevable

		service ambulance des pompiers	
CADA/2012/108	X/SPF Finances	Le nom de l'auteur d'un rapport d'audit	Non recevable

2.3 Publication des avis

Les avis de la Commission sont publics. Ils sont publiés sur le site de la Commission (<http://www.bestuursdocumenten.be>). Outre les avis de la Commission, des informations relatives à la législation en matière de publicité et des informations pratiques pour les demandeurs sont également disponibles sur le site.

3. Recommandations

Bien que la Commission considère qu'il ne soit plus nécessaire de reprendre dans ce rapport annuel les recommandations qu'elle a émises ces trois dernières années, elle souhaite quand même souligner qu'elles sont toujours d'actualité et nécessitent une intervention législative.

La Commission souhaite attirer l'attention sur les nouvelles recommandations suivantes :

3.1. Prévoir la possibilité d'émettre un avis préalable sur des initiatives législatives en matière de publicité de l'administration

Il est conseillé que la Commission soit systématiquement impliquée dans les initiatives législatives afin que la cohérence du système de publicité soit surveillé. En ce moment, la Commission use de sa compétence afin d'émettre spontanément un avis sur les initiatives législatives pour autant qu'elle en ait pris connaissance. Cela ne convient pas suffisamment et, de plus, cela se met en place trop tard dans le processus législatif.

3.2. La problématique du secret professionnel

En 2012, la Commission a été confrontée à un certain nombre d'affaires dans lesquelles l'administration concernée invoquait le secret professionnel afin de ne pas devoir se plier à l'obligation de publicité. Bien que la Commission ne souhaite pas contester l'importance du secret

professionnel, elle constate toutefois que dans sa description, le droit fondamental garanti par l'article 32 de la Constitution n'est parfois pas suffisamment pris en considération et, par conséquent, il n'y a pas d'équilibre. Le secret professionnel ne doit se rapporter qu'à des informations sensibles qui doivent être protégées et non à toutes les informations. De plus, la Commission constate que dans les cas où le secret professionnel est effectivement limité à une personne qui exerce un certain métier ou une certaine fonction, il s'applique, en réalité, à toute l'institution. Ces deux élargissements du secret professionnel portent non seulement atteinte au secret professionnel lui-même, mais aussi à la publicité de l'administration, raison pour laquelle ne sont protégées que les informations dont le contenu nécessite vraiment une protection. Il est inacceptable qu'une institution échappe à la publicité de l'administration pour toutes ses informations parce que la définition du secret professionnel est large. De plus, le secret professionnel est plutôt gênant si les informations sont partagées au sein d'une organisation alors que c'est justement primordial pour une bonne approche des problèmes.

3.3 Publicité de l'administration et système de gestion de l'information

En 2012, la Commission a de nouveau été confrontée à un système de gestion de l'information élaboré d'une telle manière qu'il est très difficile de garantir la publicité de l'information. En effet, les documents administratifs sont enregistrés de façon telle que le fait de les retrouver peut facilement se ramener au caractère abusif de la demande. La Commission souhaite rappeler que l'article 32 de la Constitution ne mentionne pas seulement un droit fondamental d'accès aux documents administratifs sur demande, mais aussi l'obligation pour une autorité administrative fédérale de s'organiser afin que les documents administratifs puissent facilement être disponibles. Il faut également tenir compte du développement d'un système de gestion de l'information.

F. SCHRAM
secrétaire

J. BAERT
président